



Pandémie de COVID-19

Les collectivités françaises mobilisées et soutenues à l'international

Version définitive
Octobre 2020

Remerciements

Nous remercions chaleureusement l'ensemble des collectivités et organisations qui nous ont fait part de leurs engagements au cours de cette période particulière :

Collectivités :

- Ville d'Allonnes
- Ville d'Annecy-le-Vieux
- Ville de Bordeaux
- Ville de Châtellerauld
- Ville de Cherbourg-en-Cotentin
- Ville de Chambéry
- Ville de Marseille
- Ville de Montreuil
- Ville de Panazol
- Ville de Poitiers
- Ville de Rennes
- Ville de Suresnes
- Ville de Toulouse
- Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise
- Communauté urbaine de Dunkerque
- Département de l'Allier
- Département de l'Aude
- Département de Loire-Atlantique
- Département d'Ille-et-Vilaine
- Département du Territoire de Belfort
- Département du Val-de-Marne
- Région Nouvelle-Aquitaine
- Région Occitanie-Pyrénées-Méditerranée

Comités de jumelage et autres structures :

- Association Rennes Plateau Dogon
- Association Santé Mali Rhône-Alpes
- Association Solidarités International
- Comité de jumelage Hennebont – Mourdiah
- Comité de jumelage Chaponost – Gon Boussougou
- Association échange Sahel Annecy-le-Vieux – Dori

Nous remercions toutes les personnes qui se sont portées disponibles pour les interviews :

- Jean Pierre Elong Mbassi : Secrétaire général de CGLU Afrique
- Mohamed Boudra : Président de l'Association Marocaine des Présidents des Conseils Communaux et Président de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)
- Marine Brodu : Chargée de mission coopération décentralisée, Service de Coopération et d'Action Culturelle, Ambassade de France à Madagascar
- Wiem Pousse : Directrice de la Fédération Nationale des Villes Tunisiennes (FNVT)
- Roger Mahazoasy : Directeur de la coopération des collectivités, Direction générale de la décentralisation, Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, Madagascar
- Rosemila Petit-frere : Présidente de la Fédération Nationale des Femmes Maires d'Haiti (FENAFEMH), Mairesse de l'Arcahaie

Nous remercions également toutes les collectivités, associations de collectivités, postes diplomatiques, membres des ministères, associations et structures qui ont contribué aux visioconférences organisées au cours de la pandémie.

Sommaire

Remerciements	1
Contexte de mobilisation.....	4
Une crise sanitaire inédite	4
Initiatives de Cités Unies France pendant la COVID-19	4
Méthode pour l'élaboration de ce document.....	5
Domaines prioritaires d'intervention.....	6
Sur plan sanitaire, une coopération rapide pour répondre à l'urgence	6
Des répercussions économiques profondes.....	7
Sécurité : un climat parfois tendu, exacerbé par la crise.....	7
La gestion de crise COVID-19 : un risque pour la gouvernance locale ?	8
Des partenariats dynamiques et solidaires pendant la crise de la COVID-19.....	8
Plaidoyer : soutenir l'action de proximité.....	12
Pour une implication accrue des collectivités locales dans la gestion des crises	12
Pour une action ciblée sur les populations les plus vulnérables.....	13
Conclusion	13
Annexes	15
Annexe 1 : Cités Unies France en bref	15
Annexe 2 : Liens utiles.....	16

Contexte de mobilisation

Une crise sanitaire inédite

Le 31 décembre 2019, les autorités sanitaires de Wuhan, Pékin et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) révèlent au grand public l'existence d'une épidémie de pneumonie virale d'origine inconnue. Elles évoquent 27 cas, dont 7 graves. Le premier décès d'un malade de la COVID-19¹ a lieu le 9 janvier 2020. Le 20 janvier, la Chine annonce que le virus est transmissible entre humains, les 56 millions d'habitants de la ville de Wuhan (Région du Hubei en Chine) sont alors placés en confinement le lendemain pour enrayer la progression de l'épidémie.

Le 1er cas de COVID-19 hors de la Chine est détecté le 21 janvier aux États-Unis et le 24 janvier en Europe, en France. Le 14 février 2020, le ministère de la santé égyptien annonce avoir détecté un malade de la COVID-19 sur son territoire : il s'agit du premier cas en Afrique. L'épidémie se mondialise ; elle est qualifiée de « pandémie » par l'OMS le 11 mars.

Alors que le nombre de décès et d'hospitalisations augmentent de jour en jour en Europe, territoire qui devient ainsi le nouvel épicode de la maladie, les inquiétudes pour le continent africain de pouvoir gérer cette situation sanitaire se multiplient. En raison de facteurs structurels tels que la pression déjà forte sur les systèmes de santé, l'inégal accès aux soins et aux services de base (eau, assainissement), la faiblesse relative des systèmes de protection sociale, les craintes sont élevées quant à la capacité du continent de faire face à l'épidémie. La mobilisation des acteurs de la solidarité et de la coopération internationale a lieu dès le début de la crise.

Initiatives de Cités Unies France pendant la COVID-19

Dans cette période d'incertitudes, Cités Unies France s'est tournée, en collaboration avec les collectivités adhérentes, vers ses homologues africains et issus des autres continents qui observaient avec certaine appréhension la situation en Europe. Ils ont conjointement décidé de créer une « initiative solidaire Afrique-Haïti », afin d'agir en anticipation de la pandémie.

Si les autorités nationales ont pris la mesure du danger, les populations locales ne semblent pas toujours avoir pleine conscience de la situation, dans des contextes où les priorités sont ailleurs, la crise sanitaire s'ajoutant à d'autres crises plus structurelles.

Et si cette crise se présentait comme une occasion collective de repenser les modes de réflexion et d'action, avec les partenaires, africains notamment ?

Pour apporter des éléments de réponse, Cités Unies France et les collectivités adhérentes ont décidé d'organiser des réunions hebdomadaires avec les membres du réseau, afin d'échanger sur la situation en France et avec les partenaires sur les méthodes de gestion de crise et de poursuite des partenariats. Il était également question d'appréhender la potentielle évolution que pourrait prendre la pandémie sur le continent africain, dans l'océan Indien – Madagascar, Comores –, ainsi qu'en Haïti.

5 actions concrètes ont été proposées aux collectivités adhérentes :

1. Manifester sa solidarité et collecter les informations : prendre directement des nouvelles de leurs interlocuteurs habituels pour évoquer la situation et la gestion de la crise : défis à relever, difficultés, mais aussi initiatives locales en complément des mesures gouvernementales.

¹ En raison de l'absence de consensus quant à la terminologie à employer pour désigner l'épidémie, nous avons choisi dans ce rapport d'utiliser l'expression « la COVID-19 ».

2. Communiquer et diffuser ces informations : les collectivités ont fait part à CUF des démarches engagées vis-à-vis de leurs partenaires ; le présent document en restitue la plupart.

3. Initier un plaidoyer sous forme d'une tribune au niveau national : à l'instar de collectifs d'ONG, de plateformes européennes et internationales, il s'agissait d'appeler publiquement les autorités françaises, européennes et mondiales à une solidarité internationale. Afin d'optimiser la réussite de ces actions, la première étape a été la rédaction d'une tribune afin de valoriser l'action des collectivités et d'appeler toutes les instances à une solidarité internationale. Cette tribune a eu la portée internationale espérée, près de 100 maires et élus l'ont signée et elle a fait l'objet d'une publication dans le journal Le Monde Afrique². CGLU et d'autres organisations partenaires de CUF en ont fait l'écho.

4. Participer aux visioconférences organisées chaque semaine : partager des réflexions, premiers enseignements et suggestions sur l'après-crise. Quatre visioconférences ont été organisées, ces réunions ont rassemblé systématiquement plus de cinquante participants issus de collectivités françaises et africaines, APL (associations de pouvoirs locaux), associations africaines et haïtiennes, ministères et postes diplomatiques.

5. Contribuer financièrement aux besoins essentiels des collectivités africaines via un fonds de solidarité ad' hoc pour l'Afrique, ouvert le 16 avril 2020.³ Ce fonds restera ouvert jusqu'en décembre pour tenir compte des incertitudes et contraintes administratives liées au renouvellement de certains élus de communes et intercommunalités.

Méthode pour l'élaboration de ce document

Plusieurs supports ont été utilisés afin d'élaborer ce document :

- 25 brèves reçues des collectivités, ayant pour objet de donner des nouvelles des partenaires et d'informer sur les initiatives prises au cours de la pandémie,
- les visioconférences organisées entre avril et juillet 2020, rassemblant plus de 50 participants (collectivités territoriales françaises, associations de pouvoirs locaux africaines et haïtiennes, Ministères et postes diplomatiques),
- des échanges et recherches complémentaires en coordination avec les organismes et institutions partenaires.

Une synthèse des besoins exprimés et des actions mises en œuvre a été élaborée, permettant d'identifier 4 domaines prioritaires d'intervention. Les éléments transmis par les collectivités ont été pris en compte et sont restitués dans le présent document. Enfin, les échanges et les discussions menés au cours de la pandémie ont conclu sur la nécessité de renforcer le plaidoyer en faveur de l'action de proximité, à travers une implication plus grande des collectivités dans la gestion des crises, tout en accordant une attention particulière aux populations vulnérables.

² <https://www.cites-unies-france.org/Cites-Unies-France-Tribune-des-100-maires-de-France-pour-l-Afrique>

³ <https://www.cites-unies-france.org/Fonds-de-solidarite-pour-l-Afrique>

Domaines prioritaires d'intervention

Les acteurs sollicités ont exprimé de nombreux besoins, actions ou intentions mis en place ou projetés dans le cadre de partenariats décentralisés. L'examen des besoins exprimés fait ressortir **4 domaines prioritaires d'intervention**.

Sur plan sanitaire, une coopération rapide pour répondre à l'urgence

La majorité des besoins exprimés sont d'ordre sanitaire. Face à cette situation d'urgence, les collectivités territoriales partenaires se sont concentrées sur des besoins immédiats pour faire face à la pandémie. La Tunisie, le Mali, le Burkina Faso, la République Démocratique du Congo, le Soudan du Sud, le Cameroun, Madagascar et Haïti ont ainsi fait part de leurs besoins en matériel médical (masques, gel hydro-alcoolique, vêtements de protection, produits de désinfection).

Le Région Nouvelle-Aquitaine apporte un appui sanitaire à ses partenaires africains : Plateau central (Burkina Faso) et Région d'Itasy (Madagascar)

La collectivité a réorienté 3000€ de son programme de coopération décentralisée avec la Région du Plateau central au Burkina Faso vers la lutte contre la pandémie. Ainsi, 7000 masques ont été remis au gouverneur afin d'être distribués aux centres de santé locaux de la Région.

La collectivité française a également mis à disposition deux de ses véhicules et son chauffeur auprès de son partenaire malgache de la Région d'Itasy. Ce dernier a également bénéficié d'un don de 1000€ pour l'achat de masques et l'équipement de certains lieux publics de points d'eau et de savon.

Annecy Le Vieux, partenaire de Dori au Burkina Faso

La Commune de Dori a mis en place un fonds communal de solidarité le 2 avril 2020, auquel Annecy Le Vieux a participé à hauteur de 5000€. La mairie de Dori a mis en place des dispositifs de lavage des mains avec affichage des mesures de prévention dans les lieux publics.

Chaponost et Gon Boussougou au Burkina Faso

A Gon Boussougou, les tailleurs se sont mobilisés pour fabriquer des masques pour les soignants, les administrateurs et les commerçants. En France, 160 couturières bénévoles ont répondu à l'appel de la mairie de Chaponost. Ainsi, 8000 masques ont été fabriqués et distribués dans les boîtes aux lettres. Les tissus et les modèles ont été fournis par la mairie.

Grace au soutien renouvelé du SIDESOL (Syndicat Intercommunal des Eaux Sud-Ouest Lyonnais), la coopération a pu financer le support pour la réserve d'eau du laboratoire au centre de santé, indispensable à son fonctionnement.

Yélimané (Mali) : demande d'appui technique à sa ville partenaire, Montreuil

A Yélimané, les élus des 12 communes et du conseil de cercle ont demandé l'appui technique de leur partenaire français pour la mise en œuvre d'un plan sanitaire établi par le centre de santé du district du cercle. Il comprend la dotation de masques, gels et savons, fabriqués pour partie par la Maison des Femmes, et de campagnes d'information et de sensibilisation.

La **ville de Suresnes** a exprimé le souhait de soutenir son partenariat avec l'hôpital de Cap-Haïtien pour financer une salle d'opération et améliorer le système de réhabilitation du traitement de l'eau.

D'après les informations récoltées, la Chine est apparue comme un partenaire important dans la fourniture d'équipements : les collectivités françaises ont en effet reçu de l'aide de leurs partenaires chinois. Ainsi, la **ville de Bordeaux** a reçu des dons de matériel par Wuhan et la **ville de Strasbourg** a reçu 40 000 masques de la part d'un hôpital de Shanghai. Face aux difficultés logistiques, certains dons n'ont toutefois pas pu être envoyés.

Des répercussions économiques profondes

Les mesures de prévention prises par les États afin de limiter la propagation de l'épidémie, telles que les fermetures des frontières, les restrictions de déplacement, les couvre-feux ou encore le confinement, entraînent de fortes répercussions socio-économiques. CGLU Afrique redoute une période de fort ralentissement économique en raison du poids du secteur informel dans l'économie africaine. Tous ces facteurs font craindre une insécurité alimentaire grandissante. Le **Département d'Ille-et-Vilaine** a fait part de sa préoccupation par les effets économiques de la pandémie, notamment sur le secteur du tourisme à Madagascar.

Dans la majorité des pays africains, les mesures de confinement telles qu'elles ont été appliquées en France ne peuvent pas s'adapter à la population dont une large part est dépendante de revenus journaliers. De fortes disparités existent entre les différents gouvernements en termes de moyens pour lutter contre la pandémie. La **ville de Toulouse** relaye l'inquiétude des collectivités sénégalaises, marocaines et tunisiennes quant à un confinement strict. La **ville de Dunkerque** fait part de son inquiétude vis-à-vis de la situation socio-économique de la Tunisie, dont les mesures gouvernementales sont insuffisantes.

Pour certains pays, les ressources liées à la diaspora sont essentielles à la survie de foyers vulnérables. En Haïti, « *les conséquences économiques risquent d'être assez graves : une partie de la diaspora aux USA peut être touchée par la COVID-19 ou à cause du confinement et ne peut plus envoyer de l'argent aux familles sur place* », déplore la **ville de Suresnes**.

L'enjeu des frontières ne se révèle pas seulement sécuritaire, il est aussi économique. De ce fait, les difficultés de délimitation des territoires entre villages de deux pays peuvent empêcher les agriculteurs de cultiver et de s'approvisionner. La **ville de Lieusaint** a fait part de cette inquiétude concernant le Sénégal et la Mauritanie.

Sécurité : un climat parfois tendu, exacerbé par la crise

Dans plusieurs pays dont les collectivités sont partenaires de collectivités territoriales françaises, la situation sécuritaire se dégrade, c'est le cas notamment dans les régions nord et centre du Mali. La **ville d'Allonnes** et le **Département d'Ille-et-Vilaine** font part d'un climat sécuritaire sous tension, lié à la menace djihadiste et à la persistance de conflits armés. La crise sanitaire vient s'ajouter à un contexte sécuritaire déjà très dégradé.

La problématique des frontières entre pays et les mesures de prévention pour lutter contre la COVID-19 décrites ci-dessus sont également source de conflits. Les partenaires tunisiens de la **ville de Strasbourg** expriment la crainte de potentielles émeutes et manifestations au vu du contexte de restrictions qu'impose le confinement.

En Haïti, la COVID-19 vient s'ajouter à une crise multifactorielle déjà présente. La maladie a diminué le nombre de manifestations, sans les voir disparaître pour autant. Ainsi, les revendications du Groupe Phantom 509 continuent (volonté des policiers d'instaurer un syndicat de la police et de dialoguer avec le Directeur Général de la police nationale d'Haïti) et d'après la **ville de Suresnes**, les autorités locales craignent une reprise des mouvements de protestation contre le gouvernement.

La gestion de crise COVID-19 : un risque pour la gouvernance locale ?

Les gouvernements nationaux ont réagi à l'urgence de la crise sanitaire en établissant rapidement des mesures de confinement et des plans de riposte à l'échelle nationale. Plusieurs interlocuteurs ont fait état des risques que représentent ces réactions pour la décentralisation et la gouvernance locale. M. Jean-Pierre Elong-Mbassi, Secrétaire Général de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) Afrique, a alerté sur les pratiques de gouvernance dans la gestion de la COVID-19 qui peuvent se faire au détriment des gouvernements locaux : « *l'Etat central a une tendance à ne pas prendre en compte les autorités locales* ». M. Elong-Mbassi a par ailleurs fait part des possibles répercussions de la crise sanitaire sur les ressources des collectivités et du manque de moyens qui leur sont attribués : « *Beaucoup de collectivités ont dû, avec la mobilisation de la société civile, suppléer au manque d'appui des autorités nationales. Parmi les mesures prises, très peu considèrent cette question des revenus des collectivités locales, nécessaires pour soutenir les populations parmi les plus pauvres* ». La crise sanitaire et sa gestion interrogent sur les conséquences qu'elles auront sur la décentralisation. CGLU Afrique rappelle l'importance d'approfondir les politiques de décentralisation.

La Tunisie offre toutefois un exemple de collaboration entre le pouvoir central et les autorités locales. La Fédération Nationale des Villes Tunisiennes (FNTV) a mené des enquêtes avec le Ministère des affaires locales afin d'identifier les besoins communs et ainsi cibler les aides. La Région Provence-Alpes-Côte-D'azur rapporte que ses partenaires tunisiens ont créé une cellule diplomatique afin d'échanger autour de la gestion de la crise et ouvrir des pistes de coopération.

Des partenariats dynamiques et solidaires pendant la crise de la COVID-19

Panazol : aide financière pour l'achat de matériel sanitaire à Diofior

Durant la crise sanitaire, le Maire de Panazol, Jean-Paul Duret, a opté pour la fermeture temporaire de l'antenne de coopération décentralisée installée à Diofior et de rapatrier les deux jeunes volontaires. La coopération a néanmoins été assurée par le Directeur des Services, Christophe Verger, qui supervise le fonctionnement de l'antenne et maintient les relations avec le Maire de Diofior, Youssou Diom. De plus, la ville de Panazol a accordé une aide de 1500 € pour l'achat d'équipements sanitaires tels que des masques, des gants, du gel hydro-alcoolique, des thermo flashes pour le Centre de Santé de Diofior pleinement mobilisé dans la lutte anti-COVID-19.

Cergy-Pontoise – Porto Novo : soutien de programme d'actions dans un centre culturel

Dans le cadre de sa coopération avec Porto-Novo, la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise a soutenu un programme d'actions pour contribuer à la protection de la population contre la pandémie.

Une subvention de 10 000 € a été attribuée au Centre culturel de Ouadada afin de :

- Organiser une campagne de sensibilisation aux gestes barrières en privilégiant des représentations compréhensibles par une population illettrée et adaptées à des scènes de la vie quotidienne locale ;
- Faciliter l'accès à l'eau potable d'un quartier en réduisant de 50% son tarif ;
- Financer la fabrication et la distribution gratuite de 10 000 masques lavables à partir de tissus béninois par des couturiers locaux.

Chambéry – Ouahigouya : appui pour un plan d'action communal de riposte à la COVID19

La ville de Chambéry a tenu à appuyer la Commune de Ouahigouya dans un plan de riposte à la COVID-19 ayant pour objectifs principaux : la mobilisation de l'ensemble des acteurs et des habitants dans le suivi et le respect des mesures et l'amélioration de leurs capacités à faire face à la pandémie. La ville de Chambéry a contribué par exemple à :

- La formation des agents de santé, de la police d'hygiène, et agents de sécurité sur les mesures de préventions ;
- La mise en route de l'unité de fabrication de gel hydro-alcoolique au CHU à hauteur de 8385€ ainsi qu'à l'achat de thermomètres infrarouges et kits de combinaisons à destination du CHU ;
- Un appui aux artisans locaux dans la confection de masques.

Échanges entre les villes de Coubalan au Sénégal et Cherbourg-en-Cotentin sur les mesures de protection

La ville de Coubalan au Sénégal, partenaire de Cherbourg-en-Cotentin, a mis en place des mesures de protection pour lutter contre la propagation de la pandémie dans les zones rurales. Le maire de Coubalan s'est déplacé dans les villages pour sensibiliser la population aux règles de protection. Des produits désinfectants ont été distribués aux villageois afin de favoriser le lavage systématique des mains à l'arrivée dans les foyers. Les infirmiers chefs se sont déplacés auprès des malades dans les villages afin de les soigner et protéger l'entourage.

Poitiers : financement d'une campagne de sensibilisation dans la 2^e ville tchadienne

La ville de Poitiers a participé au financement d'un projet relatif à la sensibilisation sur les mesures barrières contre le coronavirus à Moundou, ville de 200 000 habitants au Tchad. Des affiches et livrets illustrés pour sensibiliser aux gestes barrières ont ainsi été publiés dans 3 langues, des dispositifs de lavage des mains ont été installés dans les lieux publics et du matériel de protection a été distribué à la population. La fabrication de masques s'est faite localement par les femmes de l'Association des Amis Moundou Poitiers.

L'Allier a adopté une aide spéciale pour soutenir ses partenaires internationaux

Le Département de l'Allier a validé l'adoption d'une aide spéciale pour ses partenaires de coopération décentralisée : la ville de Niafunké au Mali, le Département de M'Bour au Sénégal et la province de l'Uvurkhangai en Mongolie. Le Département de M'Bour a en effet sollicité une « aide spéciale COVID » pour soutenir les familles n'ayant pas pu bénéficier de l'aide gouvernementale pour l'achat de denrées alimentaires et de matériel de protection.

Par ailleurs, les projets de coopération décentralisée se sont poursuivis durant la crise sanitaire : l'Allier a été sélectionné par la DAECT pour le financement du projet « d'appui à la mise en œuvre d'activités de financement du Cercle de Niafunké ». Ce projet vise à identifier les activités prioritaires pour le développement, soutenir la formation professionnelle des jeunes et la formation des femmes pour développer des activités génératrices de revenus. La DAECT a également co-financé un projet d'appui au développement de la Province de l'Uvurkhangai en Mongolie sur l'axe "santé-nutrition-handicap".

Des partenaires unis dans la crise : la réaffectation de fonds pour protéger la population burkinabé de la COVID-19

La ville de Châtellerault, la Région de la Nouvelle-Aquitaine, le réseau régional multi-acteur So Coopération et les autres membres du consortium du projet PLASTIC* de gestion des déchets ont réaffecté 11 850€ à l'achat et à l'acheminement de matériel pour les villes de Kaya, Boussé, Banfora et Ziniaré au Burkina Faso.

Les agents de ces villes et les 17 organisations de collecte des déchets ont ainsi reçu des masques, du gel hydro-alcoolique, des gants, du savon, des dispositifs de lavage des mains, des masques chirurgicaux, des blouses, des bidons de javel et des bottes de sécurité. Le matériel provient essentiellement de la capitale Ouagadougou, certains d'une production locale. Des spots radios ont également été diffusés pour sensibiliser la population.

** PLASTIC est un projet mutualisé entre un consortium de collectivités locales et de syndicats de gestion de déchets de Nouvelle-Aquitaine, 4 villes burkinabé ainsi qu'une ville allemande, avec le soutien du MEAE.*

Le Département du Val-de-Marne a adopté une aide d'urgence alimentaire pour son partenaire nigérien, Zinder

Le Département du Val-de-Marne et la ville de Zinder, deuxième ville nigérienne, ont maintenu un contact et des échanges réguliers au cours de la crise sanitaire concernant la situation en France et au Niger. Les projets de coopération, quoique ralentis, se sont poursuivis. La ville de Zinder a pris des mesures pour désinfecter les lieux publics, distribuer des savons et masques et sensibiliser la population avec le soutien d'ONG internationales. Le maire de la ville a également alerté ses partenaires sur les risques de tensions liées au nombre important de réfugiés et la problématique de l'insécurité alimentaire. Le Département du Val-de-Marne a adopté une aide d'urgence alimentaire permettant la distribution de riz et d'huile pour la population, pour un montant de 20 000 €.

La Région Nouvelle-Aquitaine : échanges avec des médecins de la province de Hubei (Chine)

En collaboration avec sa province partenaire du Hubei, en Chine, la collectivité française a organisé le 14 avril une vidéoconférence sur la COVID-19. Une quarantaine de médecins régionaux ont posé leurs questions à 3 confrères de l'hôpital Zhongnan, à Wuhan, en première ligne face à l'épidémie. La visioconférence a été enregistrée et diffusée auprès de la communauté médicale (régionale, nationale, mais également dans certaines zones de coopération à l'étranger).

Département de l'Aude : une initiative d'échanges entre des jeunes du Burkina Faso, de la Tunisie et de l'Aude

Le Département de l'Aude a lancé une opération de consultations croisées de la jeunesse audoise, burkinabè et tunisienne. « Le Monde d'Après » a pour objectif de permettre l'expression conjointe de jeunes français, burkinabés et tunisiens sur leurs visions du monde, leurs aspirations, leurs volontés d'agir et leurs attentes quant à l'évolution des politiques publiques qui les concernent.

Après 4 mois de rencontres, d'échanges et de débats à distance, un plaidoyer a été rédigé reprenant 7 grandes attentes sectorielles (inclusion, social, santé, économie et emploi, citoyenneté, environnement, cohésion sociale et démocratie participative, etc.) des jeunes et des projets concrets à traduire par les collectivités et les Etats

Pour d'autres partenariats, les échanges se sont intensifiés afin d'avoir des nouvelles de son/ses partenaire(s). Avec la **ville de Rennes**, les échanges ont porté sur le renforcement mutuel de compétences, chacune des collectivités ayant la volonté d'apprendre sur les réponses apportées respectivement face à la crise.

Plaidoyer : soutenir l'action de proximité

Pour une implication accrue des collectivités locales dans la gestion des crises

Associer davantage les collectivités dans les prises de décisions au niveau national

La crise sanitaire a eu un impact immédiat et des répercussions sur les collectivités locales. En tant qu'instances de gouvernance les plus proches des citoyens, les collectivités sont en première ligne dans la gestion de la crise. Elles sont les relais sur le terrain pour informer les citoyens de l'évolution du contexte, assurent la continuité des services publics, accordent une attention particulière aux populations vulnérables (migrants et déplacés, personnes sans-abris ou isolées, victimes de violence physiques...). Elles représentent l'échelon territorial le plus à même de mesurer les besoins de leurs administrés et peuvent ainsi apporter une réponse centrée sur une logique de résilience.

Pour cette raison, la coordination à tous les niveaux de gouvernance est nécessaire, à chaque phase de la crise et dans la période de réhabilitation post-crise. Parce que les collectivités sont les plus à même d'identifier les besoins et parce qu'elles mettent en œuvre les mesures et plans de riposte, les gouvernements centraux doivent les associer dans leurs décisions.

Renforcer les capacités des acteurs locaux

Dans ce contexte inédit, le processus de renforcement capacitaire en faveur des autorités locales doit se poursuivre. C'est en ayant les compétences et les leviers d'action adaptés que les gouvernements locaux et régionaux pourront subvenir efficacement aux besoins des populations les plus démunies et faire face aux crises futures.

Un soin particulier doit être accordé à la fiscalité et aux transferts effectifs des fonds destinés aux collectivités locales. Dans cette période incertaine et pour faire face aux conséquences économiques de la crise, les gouvernements centraux risquent de réduire la part des ressources allouées aux collectivités locales. Pourtant, les répercussions socio-économiques seront atténuées en boostant les capacités fiscales des municipalités qui pourront dès lors garantir la continuité des services de base et assurer la résilience des territoires.

Favoriser la coopération entre collectivités et les échanges de bonnes pratiques

La coopération décentralisée joue un rôle clé pour le transfert de connaissances, le partage d'expérience et le renforcement mutuel entre collectivités. Elle permet aux collectivités africaines et à leurs partenaires de travailler ensemble sur des projets communs et contribue à l'engagement de partenaires extérieurs sur les territoires. Elle favorise le renforcement des capacités institutionnelles des gouvernements locaux et l'amélioration des politiques locales.

En contexte de crise, il est d'autant plus important pour les représentants des autorités locales de pouvoir échanger sur la situation respective des territoires dont ils ont la charge, identifier des méthodes de gestion de crise adaptées aux contextes locaux et se conseiller réciproquement.

Le rôle des associations nationales de pouvoirs locaux (APL) est essentiel pour estimer les besoins des populations sur le terrain, communiquer avec le gouvernement central et coordonner les actions. Elles permettent par ailleurs les échanges mutuels de pair à pair – entre villes, provinces ou régions partenaires – pour s'informer autour des meilleures pratiques et adapter les stratégies locales.

Pour une action ciblée sur les populations les plus vulnérables

Engager des actions pour des services publics de base accessibles à tous

La crise sanitaire a mis en lumière les disparités fortes entre les territoires et au sein des territoires, et l'incapacité de certains Etats à assurer les services de base à leurs populations, notamment en termes de couverture santé. Il y a un besoin crucial de renforcer les systèmes de santé et de production locaux, en particulier en faveur des populations vulnérables, et de développer des projets dans les domaines tels que l'eau et l'assainissement, la sécurité alimentaire, le logement, l'environnement, l'accès à la technologie.

Prendre des mesures économiques et politiques qui tiennent compte du secteur informel

Les individus issus du secteur informel ou disposant de revenus journaliers sont plus fragiles face à la pandémie. Ils sont souvent en incapacité de respecter les règles de confinement ou les gestes barrières mis en place par les gouvernements centraux. Les mesures et politiques publiques en réaction à la crise sanitaire et en faveur de la relance économique doivent intégrer le secteur informel ou fournir aux populations qui en sont issues les outils et conditions d'un développement économique inclusif et durable.

Soutenir l'engagement et les initiatives individuelles des populations les plus vulnérables

Favoriser la prise de conscience collective et sensibiliser la population constitue un élément clé dans la gestion de crise. Au-delà des mesures de sensibilisation, la participation, la prise d'initiatives et l'engagement citoyen, notamment dans les établissements informels et les bidonvilles, sont autant de leviers qui favorisent l'émergence de sociétés résilientes.

Conclusion

Au moment de la rédaction de ces lignes, l'Europe a été fortement atteinte par la pandémie, tandis que l'Afrique n'a pas connu la vague de contaminations redoutée. Les témoignages et les appels au maintien de la solidarité internationale se sont multipliés depuis le début de la crise. Ils ont été nombreux, de manière plus inédite, depuis les partenaires africains vers les collectivités françaises, ce qui contribue à modifier nos manières de considérer les rapports Nord-Sud.

Les réunions organisées avec les collectivités et acteurs des différents pays ont fait apparaître la même tendance générale, à savoir le recentrage vers une gestion locale des crises sanitaires, bien que la santé publique soit une prérogative de l'Etat. L'un des enseignements majeurs de la crise est donc le rôle prépondérant des collectivités locales dans la gestion de crises, en tant qu'échelon administratif le plus proche des citoyens.

D'un autre côté, la propagation exponentielle de la pandémie a conduit les Etats centraux à fermer leurs frontières, à réduire considérablement et de manière durable la mobilité internationale. Cette dualité entre un certain « repli sur soi » national pour enrayer la propagation de l'épidémie et la reconsidération de l'échelon local nous conduit à repenser et adapter nos modes de coopération.

Ailleurs dans le monde...

Cette initiative se base sur l'évolution que pourrait prendre la pandémie sur le continent africain, dans l'océan Indien – Madagascar, Comores –, ainsi qu'en Haïti. Cependant, le virus ne s'arrête pas aux frontières, la crise sanitaire a ainsi relancé de nombreuses coopérations dans le monde.

L'inquiétude au Brésil

Suite à l'initiative lancée par le Front national des Maires du Brésil (FNP*) et relayée par CUF, trois élus membres de Cités Unies France - Roland Ries, président de CUF et maire de Strasbourg, Patrick Jarry, maire de Nanterre et Patrick Klugman, adjoint à la maire de Paris - ont participé le 20 mai à 16h (heure française) à un échange avec des maires brésiliens - Rodrigo Neves, maire de Niterói et vice-président de la culture au FNP, et Zenaldo Coutinho, maire de Belém. Environ 130 personnes ont suivi ces échanges en live sur Facebook du FNP - Frente Nacional de Prefeitos.

** Organism regroupant plus de 400 municipalités brésiliennes*

La ville de Tripoli sur tous les fronts

Face à la situation que traverse le Liban, la mairie de la municipalité de Tripoli a distribué une aide alimentaire, mené des campagnes de sensibilisation et réhabilité d'anciens bâtiments afin d'élargir les capacités d'accueil des services de santé. Cependant, les services municipaux se heurtent à un manque de ressources humaines qualifiées. Étant dans l'incapacité, de par la loi, de recruter des agents compétents, les services municipaux ont fait du mieux qu'ils pouvaient avec les agents municipaux disponibles. En attendant que la décentralisation administrative ne soit effective, l'échange d'expertise et de bonnes pratiques avec les partenaires français s'avère donc être une aide précieuse pour la municipalité de Tripoli qui souhaite conserver ses relations de coopération décentralisée avec la France.

Annexes

Annexe 1 : Cités Unies France en bref

Cités Unies France en bref...

Cités Unies France est la tête de réseau, transpartisane et multi-niveaux, de toutes les collectivités territoriales françaises engagées dans l'action internationale, toutes égales quel que soit leur statut ; ces collectivités adhérentes coopèrent et échangent entre elles, au sein du réseau.

Créée en 1975, l'association, présidée aujourd'hui par Roland Ries, maire de Strasbourg, forme un réseau unique de solidarité entre collectivités territoriales françaises et autorités locales étrangères. Sa mission est d'accompagner l'ensemble des collectivités territoriales françaises dans la mise en œuvre d'une action internationale (Action Internationale des Collectivités Territoriales - AICT), au service de leur ouverture internationale, de leur rayonnement, de leur attractivité, et de la promotion des échanges humains, culturels et économiques.

Une convention régulièrement renouvelée avec le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères donne notamment à l'association mission d'animation géographique et thématique, et de coordination pour l'ensemble des collectivités territoriales françaises engagées en coopération internationale.

Cités Unies France est aussi membre fondateur de l'organisation mondiale des pouvoirs locaux : Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) dont le siège est à Barcelone et dont le président est l'ancien maire de Johannesburg.

La première activité de Cités Unies France est l'animation des « groupes-pays ». Au nombre de 27, ils réunissent les collectivités françaises travaillant sur un même pays et permettent de mutualiser, de capitaliser des expériences et d'impulser des actions concertées. Au-delà de cette approche géographique, l'association privilégie également des approches transversales sur les thèmes correspondant aux évolutions de la coopération décentralisée. Ces réflexions donnent lieu à des colloques (Rencontres de l'action internationale des collectivités, Journées de la coopération décentralisée, etc.) et à une activité éditoriale.

Cités Unies France collabore étroitement avec les associations de pouvoirs locaux françaises et internationales. Des conventions lient l'association à d'autres institutions françaises, qu'il s'agisse des ministères – Europe et Affaires étrangères, Education, Jeunesse et Sports, Transition écologique et solidaire –, de l'Assemblée Nationale, du Sénat, d'organismes comme l'Agence française de développement, liée à Cités Unies France par un accord de partenariat renforcé ou le CNFPT. Au niveau européen, Cités Unies France est membre fondateur de Platforma, plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement créée en 2008 pour rassembler les associations de collectivités européennes et faire valoir leur spécificité en matière de coopération au développement.

Depuis plus de 40 ans, Cités Unies France a été de tous les combats et de toutes les avancées en matière de coopération décentralisée. Elle a insufflé le changement dans ses pratiques et inspiré son cadre législatif. Plus que jamais, elle est à l'écoute des évolutions de l'action internationale des collectivités territoriales.

www.cites-unies-france.org
[@CitesUniesFR](#)

Annexe 2 : Liens utiles

Données pays :

- https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/19/l-afrique-est-de-plus-en-plus-atteinte-par-le-coronavirus-les-nouveaux-cas-et-les-deces-augmentent-rapidement_6040136_3212.html?utm_medium=Social&utm_source=Facebook#Echobox=1589887036
- https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/12/au-ghana-le-confinement-a-un-peu-plus-affame-les-enfants-des-rues_6039362_3212.html
- https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/13/les-foyers-de-morts-mysterieuses-se-multiplient-dans-le-nord-du-nigeria_6039518_3212.html
- https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/19/l-afrique-est-de-plus-en-plus-atteinte-par-le-coronavirus-les-nouveaux-cas-et-les-deces-augmentent-rapidement_6040136_3212.html
- https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/23/la-guinee-bissau-affronte-l-une-des-pires-crises-de-covid-19-en-afrique_6043885_3212.html?utm_medium=Social&utm_source=Facebook&fbclid=IwAR20Ef-Mfx3PDE7WGNPuMh0k3-r534xwqRumfjifTlpx-zcgWSFbhoZc4U#Echobox=1592913896
- <https://www.jeuneafrique.com/910230/societe/coronavirus-en-afrique-une-carte-pour-suivre-au-jour-le-jour-lavancee-de-lepidemie/>
- <https://ncov2019.live>
- <https://coronavirus.jhu.edu/map.html>
- <https://data.humdata.org/event/covid-19>
- <https://www.humanitarianresponse.info/fr>

Généralités :

- <https://www.franceculture.fr/politique/le-maire-et-ses-pouvoirs-a-laune-du-covid-19>
- <https://www.franceculture.fr/emissions/le-temps-du-debat/le-temps-du-debat-emission-du-mardi-05-mai-2020>
- https://information.tv5monde.com/afrique/coronavirus-les-europeens-s-inquietent-pour-nous-et-nous-nous-inquietons-pour-eux-estime?fbclid=IwAR1PZHBQUJUllYYqkNAufr9BiC-hoj5jX8ytq0xjzJjr9Ku5aFSFlbKt_8

- <https://africacenter.org/fr/spotlight/cartographie-des-facteurs-de-risque-de-propagation-du-covid-19-en-afrique/>
- <https://africacenter.org/fr/spotlight/la-gestion-des-priorites-sanitaires-et-economiques-dans-le-contexte-de-la-propagation-du-covid-19-en-afrique/>
- <https://africacenter.org/fr/spotlight/ajustements-rendus-necessaires-par-la-lutte-contre-le-covid-19-sur-le-continent-africain/>
- <https://platforma-dev.eu/11-recommendations-coordinated-global-response-covid-19/>
- <https://platforma-dev.eu/towns-regions-acting-fight-covid19/>
- <https://www.youtube.com/watch?v=AZPw3v2uxVc&feature=youtu.be>
- <https://paysdesavoiesolidaires.org/covid-19-ici-et-la-bas-agir-ensemble/>
- <https://playplay.com/app/share/nouvelle-aquitaine/47fe0548>

Ils ont parlé de l'initiative de CUF :

- <https://www.paysdelaloire-cooperation-internationale.org/actualite/cites-unies-france-et-la-crise-du-covid-19/>
- https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/04/23/covid-19-nous-elus-locaux-de-france-sommes-particulierement-inquiets-pour-le-continent-africain_6037567_3212.html
- <https://platforma-dev.eu/fr/cites-unies-france-launches-special-solidarity-fund-african-countries-facing-covid-19-crisis/>
- http://www.villesdefrance.fr/ondes_urbaines.php?o=631&id=4884
- <https://franceurbaine.org/actualites/face-au-covid-19-les-grandes-villes-sengagent-linternational>
- <https://www.bretagne-solidaire.bzh/actualite/cites-unies-france-lance-une-initiative-solidaire-afrique-haiti/>
- <https://www.territoires-solidaires.com/actualite/la-tribune-des-elus-francais-nous-elus-locaux-de-france-sommes-particulierement-inquiets-pour-le-continent-africain/>
- <https://www.cfsi.asso.fr/thematique/covid-19-%E2%80%93-quelle-situation-afrique-l%E2%80%99ouest>

